

## MAUVAISE INFLUENCE

# Comment les conseils du cabinet McKinsey conduiront à une augmentation de la destruction des forêts en RD Congo

Briefing, Greenpeace – Avril 2011

Dans un rapport paru le 8 avril 2011, Greenpeace dénonce **le rôle douteux que joue désormais au niveau international le très renommé cabinet de conseil McKinsey dans l'élaboration de stratégies nationales contre la déforestation et la dégradation des forêts (REDD)**, dans un certain nombre de pays forestiers tropicaux.

Le cabinet McKinsey & Company est mondialement reconnu comme un des plus influents et prestigieux acteurs de l'industrie du conseil. Le cabinet aide un vaste éventail d'organisations, privées ou publiques, à améliorer leur **performance** et leur **compétitivité**.

Le cabinet explique lui-même qu'il conseille plus de 70% des compagnies les plus admirées au monde selon le magazine « *Fortune* »<sup>1</sup>. McKinsey, c'est 95 bureaux dans 50 pays.

Mais McKinsey a aussi été impliqué dans plusieurs scandales de grande ampleur. Le cabinet a conseillé pendant près de 18 ans l'énergéticien Enron qui a fait faillite en 2001 après la mise à jour d'une fraude gigantesque. De même en 2009, l'un de ses dirigeants a été « placé en congé indéterminé » après avoir été inculpé suite à un scandale financier et des malversations liés à des « hedge funds »<sup>2</sup>.

**Greenpeace a analysé l'influence considérable qu'a le cabinet sur les plans de lutte contre la déforestation de quatre pays forestiers majeurs : la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Guyana, et surtout l'Indonésie et la République Démocratique du Congo.**

Avec une enquête approfondie, Greenpeace démonte les logiques, perce à jour les constantes, dénoncent les erreurs ou l'absence de transparence dans la façon dont sont prodigués **des conseils qui tendent systématiquement à favoriser l'industrie forestière et l'industrie des plantations à grande échelle, au détriment des forêts naturelles et des communautés locales.**

**REDD, la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière, rappel historique et évolutions : comment McKinsey a réussi à s'imposer comme une référence ?**

<sup>1</sup> <http://money.cnn.com/magazines/fortune/mostadmired/2011/index.html>

<sup>2</sup> [http://www.finfacts.ie/irishfinancenews/article\\_1018772.shtml](http://www.finfacts.ie/irishfinancenews/article_1018772.shtml)

Les forêts tropicales couvrent environ 10% du total de la surface terrestre, elles abritent environ 60% de la biodiversité (hors biodiversité marine) mondiale. Plus d'1,6 milliards de personnes dépendent d'elles pour leur survie. Enfin, elles sont cruciales pour la stabilité du climat mondial. La destruction des forêts, essentiellement tropicales, induit 15 à 20% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Leur protection a donc été identifiée par la communauté internationale comme essentielle notamment pour lutter contre les changements climatiques. Elles ont ainsi été intégrées dans le cadre des négociations de la Convention Climat (CCNUCC). Ce mécanisme (REDD) est censé financer les initiatives des pays forestiers visant à lutter contre la déforestation et la dégradation forestière.

Depuis 2008, le cabinet McKinsey a réussi à se positionner comme conseil quasi incontournable dans l'élaboration de stratégies nationales REDD.

Pourquoi McKinsey ? Parce que choisir un tel cabinet, internationalement reconnu, partenaire habituel de gouvernements ou de groupes transnationaux et disposant d'un réseau très étendu (anciens cadres d'entreprises, anciens clients, etc.), est censé offrir des garanties en matière de crédibilité pour les gouvernements des pays forestiers, renforcer leur position dans les futures négociations et faciliter l'accès aux financements internationaux.

### Les mauvais conseils de McKinsey en République Démocratique du Congo : un scénario catastrophe au service de l'industrie forestière plus que de la protection des forêts

En 2009, le cabinet McKinsey a été chargé de produire une étude pour le plan national REDD en RDC. Le plan de préparation à REDD élaboré par la suite par le gouvernement intègre la totalité de cette étude, élaborée par McKinsey en moins de cinq semaines. Cette étude a été financée entièrement par le fond fiduciaire multi-bailleurs, géré par la Banque Mondiale (multidonors transfunds) donc par l'argent public de plusieurs pays donateurs. Le scénario recommande :

- l'expansion de l'industrie forestière sur 10 millions d'hectares supplémentaires de forêts tropicales ;
- l'allocation des fonds considérables (750 millions d'euros) à l'industrie forestière pour qu'elle se limite (?) à doubler, voire tripler son impact sur les forêts !
- l'allocation de plus d'un milliard d'euros à l'agro-industrie d'exportation (particulièrement le secteur de l'huile de palme) pour qu'elle localise ses opérations en dehors des forêts denses ;
- la sédentarisation et l'intensification de l'agriculture vivrière, sans considération pour les modes de vie traditionnels, notamment des peuples autochtones, ou les difficultés pratiques d'une telle mesure.

McKinsey fait la part belle aux intérêts industriels. Dans sa ridiculement brève analyse des « moteurs de la déforestation », l'impact destructeur de l'industrie forestière, par exemple, est systématiquement minimisé, tandis que le petit paysan est pointé du doigt comme responsable unique du problème... ce qui n'empêche pas McKinsey de recommander que l'industrie perçoive l'essentiel de la « rente » REDD !

A cette fin, McKinsey développe un raisonnement pour le moins douteux, quoique créatif : si l'impact actuel de l'industrie sur la dégradation des forêts est minimisé, son impact potentiel futur est largement surestimé ! CQFD : il faudrait donc subventionner l'industrie pour éviter que ne se produise ce scénario du pire, pourtant bien improbable dans le contexte de la RDC (instabilité politique, manque d'infrastructures, etc.).

### Opacité, erreurs et lacunes dans les méthodes de calculs

Le succès du cabinet McKinsey repose sur la fameuse « cost curve », ou « **courbe des coûts d'opportunité** », de laquelle découlent des « **recommandations stratégiques** ». Cette courbe présente la séduction d'un graphisme synthétique, qui permet d'embrasser la logique des recommandations d'un simple coup d'œil. Et cela plaît beaucoup aux décideurs !

En revanche, la méthode selon laquelle la « courbe des coûts » est obtenue se révèle pour le moins obscure.

L'approche de McKinsey se caractérise en effet par une curieuse opacité : les hypothèses retenues pour la modélisation ne sont pas publiques, au nom du secret commercial... Certains paramètres fondamentaux, tels que les coûts de mise en place des mesures proposées (ou écartées) sont délibérément exclus des calculs (« trop d'incertitudes »). D'autres paramètres, a priori tout aussi incertains, sont intégrés aux calculs, mais non explicités.

Si on examine en détail cette courbe et l'ensemble des recommandations du cabinet, **il apparaît clairement que ces analyses voient les forêts tropicales uniquement comme des stocks de bois précieux et de carbone, voire des réserves foncières pour le développement d'une agriculture de plantations à grande échelle. McKinsey ne prend pas en compte les services économiques, sociaux et culturels rendus par les forêts naturelles aux centaines de millions de personnes qui y vivent, ni les inestimables services environnementaux rendus à l'échelle planétaire (cycle de l'eau, climat, protection contre l'érosion des sols, etc.).**

En réalité, McKinsey se limite à une analyse financière de la « valorisation » des forêts (c'est-à-dire leur destruction), qui lui permet de chiffrer le « coût d'opportunité » financier à renoncer à cette destruction. Dans cette logique, **les bénéfices non financiers liés à la protection des forêts ne sont pas pris en compte.**

**A défaut de promouvoir la protection des forêts naturelles, les recommandations de McKinsey font grand cas du potentiel de séquestration carbone des grandes plantations industrielles. Mais cette comptabilité elle-même est truffée d'erreurs ou d'approximations.**

Par exemple, en République Démocratique du Congo, **McKinsey recommande la mise en œuvre de plantations géantes (jusqu'à 13 millions d'hectares, soit la superficie de l'Angleterre !) dans des zones de savanes arborées ou de forêts déjà largement « mitées » par l'agriculture (« forêts mosaïques »), sans aucune estimation des stocks existants de carbone dans les zones concernées. Ainsi, McKinsey comptabilise une séquestration brute, sans considérer les pertes de carbone liées à la disparition des savanes ou des forêts dégradées.**

Plus étonnant encore, le calcul de ce **potentiel de séquestration** repose sur une

surestimation éhontée de la biomasse attendue dans une plantation (qui serait équivalente à celle d'une forêt primaire, au mépris de toutes les études scientifiques sur le sujet).

**Les conséquences néfastes des conseils de McKinsey : pas de véritable alternative au « business as usual » et invention du principe du « pollueur payé »**

Les recommandations de McKinsey prennent soin de ne pas remettre en cause le sacro-saint principe de la « croissance économique » des pays concernés, quel que soit son degré de « durabilité » et sans se soucier de son caractère équitable pour les populations. **Aucune place n'est accordée à la possibilité d'alternatives.**

Toutes les estimations et préconisations de McKinsey vont dans le sens d'un **dédommagement des acteurs industriels pour compenser leurs efforts visant uniquement à atténuer l'augmentation de leur impact sur les forêts.**

C'est le cas pour la RDC, où des calculs de Greenpeace concernant le plan de préparation de REDD largement inspiré par McKinsey ont montré que l'industrie forestière, en réduisant l'augmentation de son impact dans les 20 ans à venir, bénéficierait de compensations élevées à plus de 750 millions d'euros. Dans la même logique, **l'industrie de l'huile de palme bénéficierait de plus d'un milliard d'euros pour prix de la relocalisation des plantations futures en dehors des forêts les plus denses.**

**En Indonésie, les subventions à l'industrie de l'huile de palme atteindraient des montants encore plus faramineux, à raison de près de 20,000 dollars par hectare !**

### Les recommandations de Greenpeace

- **le cabinet McKinsey doit rendre public ses méthodes de calculs**, les données utilisées et la façon dont il a élaboré la fameuse « courbe du coût d'opportunité » (cost curve) ;
- le cabinet McKinsey doit **revoir ses méthodes de comptabilité « carbone » et adopter les normes internationales en cours dans l'estimation du carbone contenu dans la biomasse** ;
- le cabinet McKinsey doit intégrer à ses analyses les données concernant la **préservation de la biodiversité et des intérêts des communautés locales et peuples autochtones**, comme il est mentionné dans l'accord sur REDD conclu à Cancun ;
- le cabinet doit **rendre public les instances dans lesquels il a conseillé en même temps les industriels « moteurs » de la déforestation et les plans REDD+** pour éviter à l'avenir tout conflit d'intérêt ;
- Les pays forestiers devraient s'abstenir de faire appel aux conseils du cabinet McKinsey tant que les erreurs méthodologiques n'ont pas été

rectifiées et que l'opacité sur les méthodes de calcul demeure ;

- Les pays forestiers devraient réviser les plans REDD en cours en tenant compte des erreurs méthodologiques relevées dans ce rapport et **tenir compte plus logiquement des moteurs majeurs de la déforestation**
- **Les pays donateurs devraient cesser de financer des études commandées au cabinet McKinsey tant que de telles erreurs, une telle opacité sur les méthodes de calcul et un tel parti pris en faveur des industries demeurent ;** ils devraient s'abstenir de financer les mesures et politiques prévues dans le cadre des recommandations stratégiques de McKinsey, tant qu'elles n'auront pas été revues conformément à la recommandation précédente.

A ce sujet, lire aussi le rapport « REDD en RDC, menace ou solution » :

<http://www.greenpeace.org/raw/content/france/presse/dossiers-documents/redd-en-rdc-menace-ou-soluti.pdf>

asbl Greenpeace Belgium vzw  
Chaussée de Haecht 159 Haachtsesteenweg - Bruxelles 1030 Brussel  
T (02) 274 02 00 F (02) 274 02 30 E [info@be.greenpeace.org](mailto:info@be.greenpeace.org)  
banque / bank 001-1380706-84 n° d'entreprise / ondernemingsnr. 0424 496 447

Imprimé avec encres végétales sur papier recyclé blanchi sans chlore. / Gedrukt met inkten op plantaardige basis op niet met chloor gebleekt kringlooppapier.

GREENPEACE

[www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be)